

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2911 - VENDREDI 12 MAI 2017

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Le corps électoral convoqué pour le 16 juillet

Le président de la République vient de fixer au 16 juillet, par décret pris hier, le premier tour des élections législatives couplées aux locales sur l'ensemble du territoire national.

La convocation du corps électoral intervient après le début, le 10 mai, de l'opération de révision des listes électorales qui prendra fin le 20 juin prochain.

Cette opération d'enrôlement révèle une innovation qui, de l'avis des responsables des commissions chargées de la mener, pourrait réduire l'engouement des populations appelées à se déplacer vers les mairies d'arrondissement ou les sièges des sous-préfectures destinés à recevoir toutes réclamations.

Page 2



La révision des listes électorales a démarré le 10 mai (Adiac)

JUSTICE

Lancement d'une « patrouille judiciaire » pour traquer des hors-la-loi

Le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville, André Gakala Oko, a lancé hier à Brazzaville une opération spéciale de police dénommée « Patrouille judiciaire » destinée à traquer et interpellier tous les criminels dits bébés noirs afin qu'ils répondent sévèrement de leurs actes.

Cette patrouille spéciale mixte est co-menée par la police et la gendarmerie. Elle devrait s'étendre sur l'ensemble du territoire, notamment dans les grandes villes où ses malfrats sévissent de plus en plus.

Page 5

ÉDITORIAL

Watergate 2 ?

Page 2

SANTÉ COMMUNAUTAIRE

La FPA partage son expérience au sommet mondial à Boston



Les participants (DR)

Sur invitation de Global Health Catalyst, la plus prestigieuse école de médecine des Etats-Unis, la Fondation perspectives d'avenir (FPA) a participé au Sommet mondial où elle a exposé sur ses actions en faveur des populations congolaises à travers son Programme de santé communautaire.

Consacrée à encourager la collaboration internationale pour lutter et éliminer les disparités souvent constatées dans le domaine de la santé, la rencontre de Boston a également permis à la FPA, en tant qu'ONG, d'évoquer ses grands projets à venir en matière de santé communautaire.

Page 6

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'ARPCE a un nouveau directeur général

Le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, a nommé par note de service datée du 10 mai Henri Yandza Mouélé directeur général par intérim de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) en remplacement de Yves Castanou, arrivé en « fin de mandat ».

Page 3

DOUANE CONGOLAISE

Les syndicats barricadent les bureaux de trois directeurs centraux.....

Page 3

BELGIQUE

Une vingtaine de peintres africains exposent à Bruxelles

La galerie Ravenstein, dans la capitale belge, va abriter à partir de ce 12 mai, jusqu'au 14 la première édition de la Grande rencontre des artistes africains (GRAPA). Parmi les vingt-cinq artistes-peintres annoncés, l'on peut retenir Rhode Bath-Schéba Makoumbou (Congo-Brazzaville).

Page 14

ÉDITORIAL

Watergate 2 ?

La crise que provoque aux Etats-Unis le limogeage brutal du directeur du FBI, l'agence nationale de renseignement, a toutes les chances de générer dans les semaines à venir un scandale analogue à celui dit du «Watergate» qui conduisit en 1974 à la démission de Richard Nixon. Certes, rien n'est jamais écrit par avance dans l'histoire des hommes, mais les informations qui remontent jour après jour sur les actions engagées par l'équipe de Donald Trump avec l'aide de la Russie pour discréditer sa rivale Hillary Clinton font peser les plus lourds soupçons sur le nouveau président des Etats-Unis. D'où la nervosité qui a gagné ces dernières heures la Maison Blanche, mais aussi le Capitole où siègent le Sénat et la Chambre des représentants.

N'anticipons pas sur la suite de cette affaire pour le moins sulfureuse qui frappe de plein fouet la première puissance mondiale, mais arrêtons-nous un instant sur le fait que l'une après l'autre les grandes nations occidentales se trouvent confrontées à des troubles politiques internes qui les rendent particulièrement vulnérables. Alors que la Grande-Bretagne s'apprête à quitter l'Europe à cause du «Brexit» voté par ses citoyens, alors que la France vient de se donner un nouveau président qui, semble-t-il, aura le plus grand mal à se construire une majorité parlementaire, alors que l'Union européenne dans son ensemble ne sait manifestement plus de quoi demain sera fait le monde occidental semble vaciller sur les bases solides qu'il avait fondées au lendemain du deuxième conflit mondial.

Les incertitudes de toute nature que génèrent ces changements majeurs doivent être observées, analysées, pesées avec d'autant plus d'attention que dans le même temps où le camp occidental semble se fissurer les autres grandes puissances affichent leur cohésion interne et, simultanément, leur volonté de rééquilibrer en leur faveur les relations mondiales. La Russie en Europe de l'Est et au Proche-Orient, la Chine en Asie du sud et en Afrique, mais aussi l'Inde multiplient les gestes, les actions qui témoignent de leur volonté de remettre en question les rapports de force qui s'étaient établis à l'échelle planétaire dans la deuxième partie du vingtième siècle. Et ce n'est pas un hasard si elles le font maintenant.

Watergate 2, s'il se confirme, ne pourra qu'accélérer ce mouvement.

Les Dépêches de Brazzaville

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Pas de bureaux d'enrôlement dans les villages et quartiers



Une vue des listes électorales (Adiac)

L'opération de révision extraordinaire des listes électorales a commencé le 10 mai sur l'ensemble du territoire national. À Brazzaville comme à l'intérieur du pays, tous les bureaux d'enrôlement des futurs électeurs sont installés dans les sièges des mairies d'arrondissements et des sous-préfectures.

Le vice-président de la commission d'enrôlement du troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto, André Daniel Botota a indiqué que cette innovation est fortement boudée par les populations qui sont parfois confrontées à des difficultés de transport pour se rendre au siège de la mairie d'arrondissement ou de la sous-préfecture.

La situation, a-t-il ajouté, est plus grave à l'intérieur du pays où tous les bureaux d'enrôlement sont installés dans les sièges des sous-préfectures. Auparavant, a-t-il indiqué, ils étaient installés dans les villages et les quartiers.

En dépit de ce changement, a-t-il noté, la journée du 10 mai était consacrée à l'affichage des listes. L'enrôlement proprement dit a commencé le 11 mai, a-t-il indiqué. « Beaucoup de personnes ne sont pas encore informées. Nous sollicitons le

concours de la presse, des responsables des partis politiques et associations ainsi que des futurs candidats pour inviter les populations à se rendre en grand nombre dans les sièges des sous-préfectures et des mairies d'arrondissement pour l'enrôlement », a-t-il conclu.

De son côté, le rapporteur de la commission d'enrôlement du sixième arrondissement de Brazzaville, Jean Amboua nous a fait savoir que Talangai a débuté l'affichage des listes électorales le 9 mai ; si bien que, a-t-il expliqué, les listes des deux grands quartiers de l'arrondissement sont déjà affichées et les futurs électeurs ont commencé à les consulter pour les éventuelles réclamations.

L'objectif de la révision extraordinaire des listes électorales, a-t-il rappelé, est de soustraire des listes les personnes décédées ou ayant changé d'arrondissement ou de village de résidence et d'insérer les jeunes âgés de dix-huit ans et plus. À la fin de l'opération, la commission souhaite élaborer des monographies qui n'appellent pas des contestations.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Les jeunes de Talangai sollicitent la candidature de Hyacinthe Ingani

La plateforme des Associations des jeunes de la première circonscription électorale de Talangai (sixième arrondissement de Brazzaville) a rendu publique le 10 mai, une déclaration dans laquelle elle a sollicité la candidature du député sortant, Hyacinthe Ingani, à l'issue de la rencontre qui a eu lieu à Talangai.

Les jeunes justifient leur sollicitation de candidature du député sortant par les multiples actions parlementaires et sociales qu'il pose aussi bien dans leur circonscription électorale qu'à l'Assemblée nationale.

De plus, ont-ils argumenté, la nouvelle Constitution donne beaucoup de pouvoirs au Parlement. Ainsi, ont-ils insisté, Hyacinthe Ingani dispose, selon eux, de plus d'expérience parlementaire pour faire partie de la prochaine Assemblée nationale.

Sur le plan parlementaire, les jeunes ont noté que le député sortant compte à son actif une loi sur les médicaments génériques qui, ont-ils déclaré, participe considérablement à la lutte contre la pauvreté. De même, ont-ils poursuivi, ses interventions à l'hémicycle, en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations de sa circonscription, sont souvent pertinentes.

En outre, les jeunes de la première circonscription électorale de Talangai ont ajouté à l'actif d'Ingani, les différentes opérations médicales gratuites en faveur des populations. Parmi lesquelles le déparasitage et le dépistage du diabète, de la tension artérielle et du cancer de l'utérus... Prenant la parole à son tour, Hyacinthe Ingani a pris acte de la sollicitation formulée par les jeunes à son endroit. Par ailleurs, il a tenu à les informer qu'il est respectueux de la discipline du Parti congolais du travail (PCT), sa formation politique, dont le Comité d'investiture statuera d'ici peu sur les dossiers de candidatures déposés par chaque postulant aux élections législatives.

Le député sortant de la première circonscription électorale de Talangai a assuré, en outre, les jeunes qu'il a bel et bien déposé sa candidature au niveau du Comité d'investiture du PCT.

Roger Ngombé



Hyacinthe Ingani (Adiac)

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Yves Castanou relevé de ses fonctions à la tête de l'ARPCE

Le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, a relevé le 10 mai à Brazzaville le directeur général de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE), Yves Castanou, pour « fin de mandat ».

La note de service qui met en fonction un nouveau directeur général par intérim, en la personne de Henri Yandza Mouélé, précise que le mandat de Yves Castanou est arrivé à terme conformément à l'article 14 alinéa 3 de la loi n°11-2009 du 25 novembre 2009 portant création de l'ARPCE.

Yves Castanou dirige l'ARPCE depuis janvier 2010, quelques semaines seulement après la création de l'institution née de la volonté commune du gouvernement congolais, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, pour opérer le contrôle, le suivi et la régulation des secteurs des Postes et des communications électroniques.

Selon les statuts de l'ARPCE, le directeur général, nommé en conseil des ministres, exécute un mandat de 6 ans non renouvelable.

La Rédaction

DOUANES CONGOLAISES

Les bureaux de trois directeurs centraux barricadés

L'intersyndicale des douanes de la République du Congo a barricadé les bureaux des directeurs de la Surveillance douanière, des Contrôles et des services et celui des Affaires administratives et financières, à l'issue d'une assemblée générale tenue le 11 mai, dans les locaux de la direction générale de ladite administration.

Ces derniers sont accusés d'être de mèche avec leur ministre de tutelle dans les nominations de certaines personnes non douanières à des postes de responsabilités. « Considérant l'implication de certains cadres ayant induit le ministre en erreur, l'assemblée générale décide l'arrêt immédiat de ces directeurs centraux dans l'exercice de leurs fonctions », indique le communiqué final sanctionnant ladite assemblée générale.

S'agissant de la restitution de la Redevance informatique (RDI), les syndicats accusent les autorités compétentes de leur mener en bateau. « Considérant que la redevance informatique est un acquis pour l'administration des douanes conformément à la loi des finances de 2013, et le fait



Des portes barricadées (Adiac)

qu'une note de service ne peut pas abroger la substance d'une loi, l'assemblée générale demande au ministre des finances d'appliquer les dispositions de la loi qui institue la redevance informatique », souligne ledit communiqué avant de relever que l'inobservation de ces deux décisions conduira les agents des douanes à l'observation d'une grève sans condition.

Rappelons que c'est depuis le mois de février dernier que règne un climat morose entre l'administration des douanes et le minis-

tère des Finances, leur tutelle. L'intersyndicale des douanes déplore la nomination à des postes de responsabilités de certains agents subalternes, des agents en formation et d'autres encore, ayant déjà fait valoir leurs droits à la retraite.

Ces derniers réclament également la restitution par la tutelle, de la RDI, une taxe qui, selon le président de ce syndicat, Juste Macaire Bidingou, n'est pas reconnue au niveau de la comptabilité du Trésor public.

Lopelle Mboussa Gassia

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Des offres de formation pour des entreprises congolaises

General Business Machines (GBM) Congo et Advancia training ont présenté, le 9 mai à Brazzaville, leurs offres de formation dans les domaines des technologies de l'information

dans le marché des nouvelles technologies à travers ces offres concernant la partie in-

C'est au cours d'un séminaire organisé dans un hôtel de la place en faveur des représentants des entreprises privées et publiques ainsi que des administrations, que ces deux sociétés ont présenté leurs offres de formation.

Les experts de ces sociétés ont assuré que des moyens logistiques étaient disponibles pour la formation. En effet, ces formations certifiantes concernent le Cisco, le Microsoft, Fortinet, VMware, ITIL et PECB. « L'idée avec ces formations est de capitaliser le savoir local, garder ce savoir au Congo ; de le développer et créer un écosystème qui permet aux entreprises de bénéficier d'experts congolais, basés au pays avec des coûts moindres, surtout que nous sommes dans un contexte de réduction des coûts », a expliqué le directeur de GBM Congo, Yosri Miled.

Nanties, chacune d'une expérience d'environ 25 ans, GBM et Advancia œuvrent depuis quelques années au Gabon. En lançant ces formations, les initiateurs pensent que le premier impact consiste en



Les participants (Adiac)

la montée en compétence, l'excellence, la compétitivité, le développement des entreprises. « Aujourd'hui, le développement de l'entreprise est fondé sur ses ressources humaines. Si la ressource humaine est bien formée et compétente, cela ramène à l'excellence, à la compétitivité, à pousser l'entreprise vers le développement, puisque toute société aujourd'hui est fondée sur les ressources humaines et leur compétence », a-t-il poursuivi.

Notons que la société GBM existe au Congo depuis 2001

frastructure, télécommunication et la monétique. Advancia Training est, quant à lui, connu dans les formations informatiques et management. Ses offres de formation sont centrées sur les systèmes et réseaux informatiques, les bases de données, la sécurité, l'audit, le développement et la bureautique. « N'ayez pas peur de fermenter vos compétences parce que les entreprises sont les premières gagnantes de cette montée en compétence », a conseillé le directeur d'Advancia, Mohamed Amine Ketata.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONAL
 INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
 Unité de Coordination du Projet
 Courriel: pstatcongo@gmail.com

N° Avis: AMI N°02/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/17
 Financement IDA 5500 CG

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE LA REALISATION DU SITE WEB DU PSTAT

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : «Réalisation du site web du PSTAT».

2. Le présent avis à Manifestation d'intérêt a pour objectif le recrutement d'un consultant individuel en vue de concevoir et opérationnaliser le site web du PSTAT pour renforcer la visibilité du Système Statistique National et des actions mises en œuvre pour le rendre plus performant.

3. Mandat du consultant

Le consultant devra effectuer les missions suivantes:

- Concevoir et réaliser le design d'une interface web ;
- Cibler les besoins du PSTAT en prenant en compte l'image institutionnelle ;
- Valoriser les acquis du PSTAT en matière de renforcement des capacités du Système Statistique National ;
- Créer une interface entre les parties prenantes et le PSTAT ;
- Identifier les supports de communication à mettre en ligne ;
- Concevoir le site web du PSTAT en respectant la charte graphique ;
- Créer une interface claire avec une ergonomie moderne facilitant l'accessibilité des cibles au site ;
- Développer une plateforme intégrant des visuels et des messages spécifiques, en fonction de l'actualité pertinente et des priorités.

4. Profil du consultant

La présente mission s'adresse aux professionnels ayant des compétences confirmées dans les applications Web dynamiques et des solutions informatiques de gestion des projets, des références dans les domaines du développement d'applications web et de gestion des projets, des connaissances des aspects collatéraux de la conception, de la réalisation et de l'hébergement de sites Web.

EDUCATION :	-Etre détenteur d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur (minimum bac+4) dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ou tous autres domaines liés aux TIC.
EXPÉRIENCE :	-Avoir un minimum de cinq ans de pratique dans la conduite de projets web et le développement de plateforme web de gestion de contenu ; -Avoir un minimum de cinq ans de pratique dans le développement d'applications web et une bonne maîtrise des outils de développement web (Système de gestion de contenu (CMS Joomla), HTML, XML, PHP, AJAX, CSS, java, Javascript, MySQL, Postgre SQL, W3C, etc.) ; -Avoir réalisé au moins trois missions similaires et en fournir les différents liens de vérification ; -Une expérience professionnelle au sein du système des nations unies serait un atout.
LANGUE REQUISE :	-Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. -Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est un atout.

5. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale (Version de janvier 2011, révisées en juillet 2014).

6. La durée de la mission est de trois (3) mois.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

8. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 mai 2017 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE LA REALISATION DU SITE WEB DU PSTAT »

9. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est:

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE
70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO Tél: +242 22 613 31 08: pstatcongo@hotmail.com

LUTTE CONTRE LE SIDA, LE PALUDISME ET LA TUBERCULOSE

Le Congo définit ses priorités en vue d'un financement

Le dialogue pays, ouvert le 11 mai à Brazzaville entre acteurs nationaux et partenaires, vise à déterminer les besoins et les priorités de financement à présenter au Fonds mondial pour la réponse nationale dans la lutte contre la tuberculose, le VIH/Sida et le paludisme (2018 à 2020) qui constituent les problèmes majeurs de santé publique au Congo.

Le Conseil d'administration du Fonds mondial a décidé d'accorder au Congo pour 2017 et 2019 une allocation de plus de 18 milliards de Fcfa pour la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. Cette allocation servira aussi au renforcement du système de santé, à en croire la ministre de la Santé et de la Po-

coordination nationale (CCN), a expliqué que la somme a été déterminée, principalement en fonction de la charge de morbidité et mortalité en tenant compte du PIB du Congo.

Les échanges dans ce dialogue pays porteront donc sur les modalités d'élaboration des nouvelles demandes de financement, la situation épidémiologique et l'analyse de la réponse des trois maladies au Congo. Une présentation de l'état des ressources disponibles pour chaque maladie et les gaps de financement pour 2018 à 2020 sera également faite. Ainsi, les parties prenantes se feront une idée approfondie des orientations stratégiques envisagées pour chacune des maladies. Ils vont par ailleurs identifier les besoins prioritaires qui seront pris en compte dans les nouvelles

demandes de financement. « Le CCN-Congo s'est engagé à soumettre, le 23 mai 2017, des nouvelles demandes de financement », a indiqué Benjamin Atipo.

« C'est ici le lieu d'exprimer au Fonds mondial et à l'ensemble des partenaires impliqués

la mobilisation de ces ressources et la mise en œuvre de ces projets la profonde gratitude du gouvernement pour cet appui qui vient renforcer ses propres efforts », a déclaré la ministre de la Santé et de la Population.

Rominique Nerplat Makaya



Les ministres de la Santé et des Affaires sociales à l'ouverture du dialogue pays (Crédit photo Adiac)

pulation, Jacqueline Lydia Mikolo. « L'organisation du dialogue pays de ce jour intègre le processus établi pour répondre aux exigences de la nouvelle approche de financement par le Fonds mondial », a-t-elle déclaré. Par ailleurs, le docteur Benjamin Atipo, président du Comité de

CRIMINALITÉ

Une patrouille judiciaire lancée pour traquer les « bébés noirs »

Le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville, André Gakala Oko, a lancé le 11 mai une opération spéciale de police dénommée « patrouille judiciaire » destinée à traquer et interpellier tous les criminels dits « bébés noirs », qui sévissent à Brazzaville afin qu'ils répondent sévèrement de leurs actes ignobles.



André Gakala Oko présentant un échantillon de « bébés noirs » (Adiac)

Cette « patrouille judiciaire » a été lancée au Commissariat central de police de Kibéli-bar, à Talangaï, en présence des officiers de police judiciaire et des chefs de quartier.

C'est une patrouille spéciale mixte, co-menée par la police et la gendarmerie, en vue de traquer et interpellier tous les délinquants dits « bébés noirs » qui continuent de semer la terreur dans la ville capitale. Tous ceux des gangsters et leurs complices qui tomberont dans les mailles de filet de la force de l'ordre lors de cette opération seront immédiatement traduits en justice afin qu'ils répondent pénalement de leurs mauvais actes, conformément à la loi.

« L'objectif fondamental de la cérémonie d'aujourd'hui est de permettre à tous les officiers de police judiciaire de Brazzaville, d'éradiquer par tous moyens, les phénomènes « bébés noirs » et « kuluna » qui sévissent dans Brazzaville. Les « bébés noirs » sèment la terreur à Brazzaville, nous allons

les combattre par tous les moyens de droit afin qu'ils soient traduits devant les juridictions », a précisé le procureur de la République, André Gakala Oko.

Le procureur de la République a profité de l'occasion pour présenter un échantillon d'une trentaine de « bébés noirs », des jeunes âgés de 16 à 25 ans environ, arrêtés récemment par les éléments de la force de l'ordre, lors d'une première patrouille de routine.

Pour alerter la population du lancement de cette opération, André Gakala Oko, qui était accompagné du général Bouity, a fait la ronde de quelques quartiers périphériques.

Il s'agit des quartiers: Mikalou ; Domaine à Massengo ; Nkombo et Kaounga, un quartier situé derrière le Lycée Thomas-Sankara, réputé pour l'incivisme.

En lançant cette opération, l'objectif du parquet de Brazzaville est de chercher à éradiquer définitivement la criminalité afin de permettre aux citoyens de vaquer librement à leurs occupations quotidiennes.

Firmin Oyé

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANT)

Secteur : « Transport »
DATE : 12 mai 2017.
AMI N° : 003-2017

La République du Congo a obtenu des financements de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir les coûts des Projets à savoir :

1. Un prêt FAD N° 2100150031593, pour le financement du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndené - Doussala - Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville - Pointe-Noire - Brazzaville ;
2. Un prêt BAD N° 2000130014482, pour le financement du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2 ;
3. Un troisième projet est en cours de montage. Il s'agit du Programme d'Appui au Secteur des Transports et Agricoles, Phase 2 (PASTA 2). Et à l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ces prêts pour financer le contrat de Consultant pour le recrutement d'un Cabinet devant réaliser l'« Audit comptable et financier » de ces projets au niveau de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

L'auditeur sera chargé de formuler une opinion sur les états financiers de chaque projet en se fondant sur une vérification faite, conformément aux normes internationales d'audit édictées par le Conseil des Normes Internationales d'Audit et d'Assurance (IAASB) ou fixées par l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) ou encore aux normes nationales.

La Délégation Générale aux Grands Travaux ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE), invite les Cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés

doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 31 mai 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention : Cellule d'Exécution des Projets en partenariat Multilatéral, « Audit Comptable et Financier des Projets BAD »
À l'attention de : Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, Délégation Générale aux Grands Travaux Coordination Technique Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, Croisement Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO - Route de la Base militaire, 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya).
Tél. : (+242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32
BP : 1127 ; Fax : (+242) 22 283 54 60 ;
E-mail : ceprbaddggt@yahoo.com ;
batoung123@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur Technique,
Oscar OTOKA.-**

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANT)

Projet d'aménagement de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2.
Secteur : « Transport »
Référence de l'accord de financement : Prêt N° 2000130014482 N° d'Identification du Projet : P-Z1-DB0-167
DATE : 23 mai 2017.
AMI N° : 005-2017

La République du Congo a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'aménagement de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2, et à l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ce prêt pour financer le contrat de Consultant pour la réalisation des « Etudes sur la stratégie de protection du patrimoine routier ».
Les services prévus au titre de ce contrat consistent à faire l'état des lieux de l'existant et des besoins globaux sur tout le réseau routier prioritaire, faire le point de satisfaction desdits besoins en fonction de l'évolution du réseau (linéaire, moyens matériels et humains, organisation et gestion), dégager les perspectives en identifiant les voies et moyens permettant d'améliorer les taux de couverture (physique et financière) des besoins, en formulant des recommandations et en proposant un plan d'actions. Le délai de réalisation de la mission est estimé à Dix (10) mois et le démarrage est prévu au quatrième trimestre de 2017.
La Délégation Générale aux Grands Travaux ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE), invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des

missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi à vendredi de 09 h à 14 h.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 27 juin 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention :

« Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta - Djoum, Phase 2, Etudes sur la stratégie de protection du patrimoine routier »
À l'attention de : Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, Délégation Générale aux Grands Travaux Coordination Technique Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, Croisement Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO - Route de la Base militaire, 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King-Maya).
BP : 1127 ; Tél. : (+242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32
Fax : (+242) 22 283 54 60 ; E-mail : contact@grandstravaux.org ; ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur Technique,
Oscar OTOKA.-**

SOMMET MONDIAL DE LA SANTÉ

La Fondation perspectives d'avenir a partagé son expérience à Boston

Sur invitation de Global Health Catalyst, une institution de Harvard Medical School, la plus prestigieuse école de médecine des Etats-Unis, la Fondation perspectives d'avenir (FPA) a participé au Sommet mondial de la santé, tenu du 28 au 30 avril dernier, à Boston



Les membres de la délégation de la FPA après le sommet ; crédit photo DRL

Regroupant plusieurs délégations, le Sommet de Boston visait à inciter la collaboration internationale afin de lutter et d'éliminer les disparités existant dans le domaine de la santé. En effet, les participants ont, pendant trois jours, suivi plusieurs communications portant, entre autres, sur les opportunités de participer à la santé mondiale : gouvernement (pouvoirs publics), institutions, leaders pour la santé mondiale.

La FPA est, quant à elle, intervenue dans le panel portant sur les approches technologiques de la prise en charge et le contrôle des maladies. Une occasion pour la délégation de l'ONG présidée par Denis Christel Sassou N'Guesso d'évoquer les actions déjà réalisées dans le cadre du Programme de santé communautaire (PSC) qu'elle a mis en œuvre depuis juin 2015. Ce programme demeure une stratégie avancée de l'hôpital mobile qui

a déjà soigné et pris en charge 80.156 personnes, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des Congolais dont près de 7 000 autochtones. D'ailleurs, c'est au regard de l'impact des activités du PSC que la FPA a été conviée à ce sommet.

Des perspectives

Dans son exposé, le chef de la délégation, le Dr Aimé Florent Bembé, a évoqué les grands projets à venir, parmi lesquels

la mise en place de la 2^e phase du PSC ; la création d'une bio-banque pour la recherche médicale en général et pour la lutte contre les maladies non transmissibles dont les cancers. Autres perspectives : la formation des formateurs nationaux sur les techniques de dépistage de cancers et sur la promotion de la santé sexuelle et reproductive ; la création d'un observatoire biologique du diabète et des risques cardiovasculaires.

Défis à relever

Concernant les défis à relever, il y a la mobilisation des ressources pour la poursuite des activités préventives, médicales et chirurgicales de l'hôpital mobile du PSC en faveur des populations démunies en République du Congo ; mobilisation des équipements pour le diagnostic du cancer en milieu rural et mise en place d'un cadre pour la construction du projet (gouvernance architecturale). A cela s'ajoutent la mobilisation de ressources et des vaccins contre le papillomavirus pour la réalisation de la campagne nationale contre les papillomavirus en milieu scolaire chez les filles de 10 à 14 ans ; partenariat pour la formation des histo-pathologistes au bénéfice des scientifiques congolais ; mobilisation des équipements pour le dépis-

tage classique des cancers en milieu hospitalier.

Quelques résultats atteints par le PSC

Depuis sa mise en œuvre, le PSC a permis l'amélioration de la qualité de vie de nombreux Congolais dans les huit départements où il est passé sur les douze que compte le pays. Au total 80.156 personnes ont été prises en charge dont 66.411 femmes et enfants ; 12.662 interventions chirurgicales réalisées dans différents domaines ; 3.440 enfants malnutris pris en charge et 6523 cas de cancer diagnostiqués et suspects. De même, 15.000 filles ont bénéficié du dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus et plus de 10.000 vaccins anticancéreux contre les papillomavirus réalisés.

Conduite par le Dr Aimé Florent Bembé, superviseur et coordonnateur général du PSC, cette délégation a été composée, entre autres, du chef du département communication et relations publiques, Gervais Agnan Ato et de son collègue du département coopération et partenariat, Guy Patrick Massoloka. Ce séjour à Boston a permis à cette délégation d'établir des contacts avec d'autres organisations sœurs pour des éventuels partenariats.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Lancement de la campagne de vaccination contre la poliomyélite

Du 11 au 14 du mois en cours, les équipes passeront de maison en maison pour administrer aux enfants de 0 à 5 ans le vaccin afin de les mettre à l'abri du poliovirus.

« Des progrès ont été faits dans la lutte contre la poliomyélite. Il est mieux de poursuivre les efforts d'immunisation de nos enfants contre cette maladie handicapante, parfois mortelle », a déclaré la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, lors du lancement officiel de la campagne contre ladite pathologie. Les vaccinateurs seront déployés sur toute l'étendue du territoire national pour qu'aucun enfant ne soit oublié. « Dans les zones d'accès difficile, les équipes mobiles iront à moto, par véhicule et par pirogues motorisées dans les axes fluviaux », a expliqué la ministre. Selon elle, le gouvernement fait de son mieux



La ministre de la Santé et la représentante de l'OMS/Congo lançant la vaccination (Crédit photo Adiac)

pour empêcher toute nouvelle importation du poliovirus dans le pays en organisant des campagnes préventives visant à protéger les plus fragiles, notamment les enfants âgés de 0 à 59 mois.

Pour la représentante de l'OMS/Congo, Fatoumata Binta Diallo, la transmission du piolo-virus sauvage est à son plus bas niveau s'il faut se référer au nombre de cas enregistrés. « Cependant, la vigi-

lance reste de mise », a-t-elle déclaré en précisant que la situation reste encore fragile car beaucoup d'enfants ne bénéficient pas jusque-là d'une vaccination de routine. Il faut donc recourir aux stratégies

permettant d'atteindre tous les enfants. « Un seul enfant non-vacciné constitue une menace capable d'anéantir tous les efforts consentis dans la lutte contre la poliomyélite », a fait savoir Fatoumata Binta Diallo.

Pour rendre efficace la campagne de vaccination, la ministre de la Santé et de la population a lancé un vibrant appel aux parents pour réserver un chaleureux accueil aux vaccinateurs qui feront du porte-à-porte. Il faut noter que les représentants des agences du système des Nations unies qui appuient le processus, le secrétaire général de la Mairie de Brazzaville, Abraham Ibela, la maire du deuxième arrondissement de Brazzaville (Bacongo), Simone Loubienga, ont participé au coup d'envoi de la vaccination au centre de santé Bissita, ce 11 mai.

Rominique Nerplat Makaya

**A CE PRIX LA,
NE REGARDEZ PLUS
LES MATCHS CHEZ
VOTRE VOISIN**

NOUVEAU PRIX

10 000 FCFA*
LE DÉCODEUR
AU LIEU DE ~~20 000~~ FCFA

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S. AU CAPITAL DE 3 912 064 € - 592.033.401 RCS NANTERRE

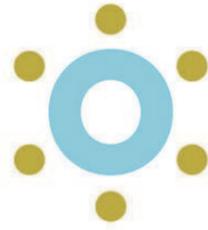
06 877 92 92
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

* Tarif TTC en vigueur au 10/04/2017 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : EVASION+ ou TOUT CANAL+ lié à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+. Décodeur à 25 000 FCFA pour les autres formules. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

**LES BOUQUETS
CANAL+**



E S P A C E
M B O N G U I



POOL JAZZ BRUNCH



TOUS LES DIMANCHES DE 12H À 16H AUTOUR DE LA PISCINE

APÉRITIF
BUFFET BARBECUE À VOLONTÉ

Cuisine Italienne
Plateau de charcuteries, lasagnes à la bolonaise maison, tiramisu maison...
Cuisine Française
Toasts de saumon fumé, toasts de foie gras, fromages...
Cuisine Congolaise
Brochettes de gambas, brochettes de viandes, Saka Saka, Makayabu...



PISCINE & LIVE JAZZ

ADULTES · 30 000 FCFA | ENFANTS DE 4 À 12 ANS · 15 000 FCFA | POUR LES MOINS DE 4 ANS · GRATUIT



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★

CENTRAFRIQUE

Les Casques bleus payent un lourd tribut dans des attaques de convois de la Minusca

Les violences se poursuivent en Centrafrique, non seulement entre les groupes armés mais aussi dans des attaques de convois de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (Minusca), dont la dernière en date est celle du lundi 8 mai, qui a coûté la vie à huit soldats.

Les soldats de la force onusienne sont régulièrement pris

en feu dans des embuscades parfois mortelles telles que celle sus-évoquée intervenue près de Bangassou, à l'est de Bangui. Le dernier bilan de cette attaque fait état de cinq Casques bleus tués, huit blessés, parmi lesquels sept Marocains. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre la Minusca depuis sa création en avril 2014.

La Minusca, avec un peu plus de 12 500 hommes, est seule en première ligne face aux groupes armés ex-Séléka ou anti-Balaka depuis la fin de la mission française Sangaris en octobre dernier. Et les 750 Casques bleus marocains déployés dans l'est du pays se retrouvent souvent en première ligne, depuis l'arrivée à Bangui d'un premier contingent de 250 bérets bleus fournis par le royaume fin 2013.

Les groupes armés et les milices d'autodéfense attaquent régulièrement les convois onusiens avant de disparaître dans la brousse. C'est ce qui s'était passé en avril 2016, dans la ré-

gion d'Obo à l'est du pays, un Casque bleu marocain avait été tué, touché par un tir provenant d'une foule qui voulait monter à l'assaut d'éléments de l'Armée de résistance du seigneur (LRA, groupe terroriste ougandais), traquée par la communauté internationale. En janvier 2017, deux soldats marocains tombaient au combat, toujours dans la même région, un des sanctuaires de la LRA.

Selon la Minusca, si les combats impliquant la LRA causent de lourds dommages dans les rangs de la Minusca, l'attaque du 8 mai semble être l'œuvre d'anciens miliciens

anti-balaka, majoritairement chrétiens et animistes.

Les Marocains sont nombreux à participer à des opérations de maintien de la paix en Afrique. Ils étaient environ 700 engagés aux côtés de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), dont les contingents ont quitté le pays en février 2017 et sont quelque 800 dans les rangs de la Monusco, en RDC.

La Centrafrique peine à se relever du conflit entre les anciens rebelles Séléka prétendant défendre la minorité musulmane et groupes anti-Balaka majoritairement chrétiens.

Nestor N'Gampoula

LE MONDE EN BREF

WASHINGTON - Le président américain Donald Trump est pris dans une tempête politique depuis qu'il a limogé le directeur du FBI James Comey, une décision selon lui sans lien avec l'enquête de la police fédérale sur une éventuelle collusion avec la Russie. La Maison Blanche a rejeté les appels de l'opposition démocrate à la nomination d'un procureur spécial pour prendre en main l'enquête du FBI sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle américaine, une porte-parole l'estimant «pas nécessaire».

- Le président Trump a évoqué une «très très bonne rencontre» après avoir reçu à la Maison Blanche le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, au lendemain du limogeage de M. Comey. Cet entretien exceptionnel dans le Bureau ovale était le premier de M. Trump avec un haut responsable russe, alors que les relations entre les deux puissances sont exécrables et le climat politique à Washington explosif. «Le président Trump a clairement dit son intérêt à mettre en place des relations de travail pragmatiques et mutuellement bénéfiques» avec la Russie, a déclaré M. Lavrov. Les accusations d'ingérence dans la politique intérieure des Etats-Unis visant la Russie relèvent «de la fiction», a-t-il ajouté.

Le limogeage du patron du FBI par le président Trump est «une affaire interne» américaine, a affirmé le Kremlin, disant «espérer que cela n'aura pas d'impact» sur les relations entre les deux pays. À Washington l'éviction surprise du patron du FBI James Comey n'a pas simplement soulevé une onde de choc, elle a également provoqué une flambée des paris sur une éventuelle destitution de Donald Trump.

SYRIE - L'alliance de combattants kurdes et arabes qui lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie s'est emparée de la ville de Tabqa et son barrage, étape clé dans la bataille pour le fief jihadiste de Raqa, en attendant des livraisons d'armes américaines. À Ankara, le président turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté les Etats-Unis à revenir «sans délai» sur leur décision d'envoyer des armes aux milices kurdes YPG dans le nord de la Syrie. Les Etats-Unis vont commencer bientôt les livraisons d'armes aux YPG, malgré les critiques de M. Erdogan.

SEOUL - Le nouveau président sud-coréen Moon Jae-In a prêté serment et s'est immédiatement dit disposé à se rendre en Corée du Nord, dans un contexte de crispation avec ce pays reclus doté de l'arme nucléaire. Lors d'une conversation téléphonique, M. Moon et son homologue américain Donald Trump ont convenu de «coopérer étroitement» sur le dossier du nucléaire nord-coréen.

AFP

ITALIE

Accélération en vue du nombre d'expulsions

Avec la saison chaude, l'Italie se prépare à la reprise des flux migratoires par la Méditerranée. Il faut de l'espace pour les caser, quitte à les refouler.

Le nombre de migrants irréguliers expulsés d'Italie a bondi cette année de 24% par rapport à l'an dernier, alors que l'année n'en est pas encore à sa moitié. Les autorités italiennes entendent faire preuve de plus de fermeté et cela passe aussi par faire de l'espace aux nouveaux arrivants, quitte à les reconduire chez eux. Entre janvier et avril, 6.242 étrangers ont été expulsés d'Italie. Mais les centres d'accueil pour demandeurs d'asile hébergent actuellement plus de 176.000 personnes. Et près de 50.000 migrants sont arrivés depuis le 1er janvier sur les côtes italiennes, soit une hausse de plus de 40% par rapport à l'an passé.

La belle saison, c'est-à-dire l'été chaud et peu pluvieux, a vraiment commencé à faire

sentir ses effets mercredi. Elle est généralement annonciatrice de reprise des traversées des migrants sur des barques peu adaptées mais quittant les côtes libyennes. En Italie, ces personnes sont généralement accueillies dans des CIE, des centres d'identification où leurs empreintes sont prélevées, les premières visites médicales faites, l'identité et les généralités de leur histoire analysées. L'arrivée ininterrompue des migrants met à rude épreuve la capacité des CIE.

C'est pourquoi le ministère de l'Intérieur a pris une directive cette semaine visant à ouvrir ou rouvrir 11 nouveaux CIE. La capacité d'accueil total sera ainsi portée à 1.600 places dans les quatre centres déjà fonctionnels. Le ministre de l'Intérieur, Marco Minniti, a fait adopter au Parlement la loi prévoyant cette extension des capacités des centres de rétention, mais la mesure prévoit également que les rapa-

triments des clandestins déboutés de la demande du droit d'asile vont connaître une cadence accélérée.

Si on ajoute à ce tableau le fait que de l'autre côté de la Méditerranée, en Libye, les prisons sont remplies de plus de 7000 migrants, surtout africains, ayant tenté la traversée vers les côtes italiennes, on a une situation d'apocalypse pour les prétendants à l'entrée clandestine dans l'Union européenne. En Italie comme en Libye, c'est l'Organisation internationale des migrations, OIM, qui se charge des rapatriements. Mais cela demande du temps et de l'organisation, un temps que le futur candidat au retour à son point de départ ne passe généralement pas dans des conditions optimales de séjour dans une prison ou un commissariat. La Libye compte 42 centres de rétention. Les 23 qui fonctionnent sont pleins !

Lucien Mpama



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville). À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire - République du Congo

Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANT)

Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2
Secteur : « Transport » et « Sensibilisation »
Référence de l'accord de financement : Prêt BAD N°2000130014482.
Numéro d'Identification du Projet : P-Z1-DB0-167.
Date : 12 mai 2017.
AMI N° : 004-2017.

La République du Congo a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'aménagement de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ce prêt pour financer le contrat de Consultant pour la « Sensibilisation au VIH/SIDA, à la Sécurité Routière et à l'Environnement ».
Les services prévus au titre de ce contrat comprennent les prestations suivantes : la conduite des actions de sensibilisation au VIH/SIDA, à la sécurité routière en sensibilisant les usagers au respect de la charge à l'essieu et à la protection de l'environnement pour les populations affectées par le projet. Le consultant sera chargé d'effectuer des démarches d'information et de sensibilisation des populations par l'approche Information, Education et Communication (IEC). Ces actions seront menées de concert avec l'Entreprise en charge des travaux et dans la dynamique globale des actions en cours dans le Département, avec les services techniques départementaux compétents : les directions départementales de la santé, de l'Economie Forestière et du Développement Durable, de l'Environnement, des Transports Terrestres du département de la Sangha.
La longueur totale de la route Ketta-Ntam est d'environ 312 km et la bretelle Ntam-Alati de 28 km. La délégation Générale aux Grands Travaux ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution (OE) », invite les Consultants intéressés (Bureaux d'études, Associations, ONG), à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits

ci-dessus. Ils doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'elles sont qualifiées pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les Consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 08 juin 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention : « Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta - Djoum, Phase 2, Sensibilisation au VIH/SIDA, à la Sécurité Routière et à l'Environnement »
À l'attention de : Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, Délégation Générale aux Grands Travaux Coordination Technique
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, Croisement Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO - Route de la Base militaire, 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King-Maya).
BP : 1127 ; Tél. : (+242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32
Fax : (+242) 22 283 54 60 ;
E-mail : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com
Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur Technique,
Oscar OTOKA.-

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 002 /METPFQE.CAB/CGMP.SP 2017 Pour le recrutement d'un cabinet d'études

Dans le contexte de l'amélioration de la carte scolaire pour favoriser plus d'équité, en vue de corriger les inégalités entre départements dans l'accès à l'Enseignement Technique et en référence à la refondation de l'ETP en chantier depuis 2004, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (METPFQE) entend recruter un cabinet, pour réaliser une étude de faisabilité du projet de construction et équipement du lycée professionnel de Hinda dont le financement relève du fonds d'étude centralisé au Ministère du Plan.

L'objet de la consultation consiste à analyser et définir les conditions de faisabilité, en vue de favoriser la maîtrise et la prise de décision pour la mise en œuvre du projet de construction et équipement du lycée professionnel de Hinda.

La réalisation de l'ensemble de l'étude doit s'effectuer dans un délai de 5 mois et se déroulera dans le département du Kouilou, précisément à Hinda. Les déplacements de l'équipe du bureau d'étude seront entièrement à la charge du bureau d'étude sélectionné.

Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt pour la réalisation de cette étude. Ils doivent fournir les informations pertinentes sur leurs capacités techniques et leur expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la prestation susmentionnée (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les critères d'éligibilité, l'établissement des listes restreintes et la procédure de sélection

seront conformes aux « Règles et Procédures définies dans le code des marchés publics de la République du Congo, édition 2012.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :
-Les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication des références techniques vérifiables en matières d'étude, en présentant : la liste des précédents clients pour ce type de mission, année et coût de la mission, nom du représentant du client, méthodologie mise en œuvre et résultats obtenus ;

-L'adresse complète du candidat en précisant, la localité, la personne à contacter, le téléphone et l'adresse électronique. Les intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (TDR) à l'adresse ci-dessous les jours ouvrables de 9 heures à 14 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous plis fermé et en version électronique à l'adresse ci-après, au plus tard le lundi 05 juin 2017 à 10 heures 30.

Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel,
de la Formation Qualifiante et de l'Emploi

Cabinet

Cellule de Gestion des Marchés Publics
Secrétariat Permanent,
Sis, Immeuble ex Voix de la Révolution, 1^{er} étage, en face du stade Marchand Brazzaville

Fait à Brazzaville, le

Le Ministre

Antoine Thomas Nicéphore
FYLLA SAINT EUDES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001 /METPFQE.CAB/CGMP.SP 2017 Pour le recrutement d'un cabinet d'études

Dans le contexte de l'amélioration de la carte scolaire pour favoriser plus d'équité, en vue de corriger les inégalités entre départements dans l'accès à l'Enseignement Technique et en référence à la refondation de l'ETP en chantier depuis 2004, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (METPFQE) entend recruter un cabinet, pour réaliser une étude de faisabilité du projet de construction et équipement du centre de métiers d'Otsendé dont le financement relève du fonds d'étude centralisé au Ministère du Plan.

L'objet de la consultation consiste à analyser et définir les conditions de faisabilité, en vue de favoriser la maîtrise et la prise de décision pour la mise en œuvre du projet de construction et équipement du centre de métiers d'Otsendé.

La réalisation de l'ensemble de l'étude doit s'effectuer dans un délai de 5 mois et se déroulera dans le département de la cuvette centrale, précisément à Otsendé. Les déplacements de l'équipe du bureau d'étude seront entièrement à la charge du bureau d'étude sélectionné.

Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt pour la réalisation de cette étude. Ils doivent fournir les informations pertinentes sur leurs capacités techniques et leur expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la prestation susmentionnée (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les critères d'éligibilité, l'établissement des

listes restreintes et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures définies dans le code des marchés publics de la République du Congo, édition 2012.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :
-Les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication des références techniques vérifiables en matières d'étude, en présentant : la liste des précédents clients pour ce type de mission, année et coût de la mission, nom du représentant du client, méthodologie mise en œuvre et résultats obtenus ;

-L'adresse complète du candidat en précisant, la localité, la personne à contacter, le téléphone et l'adresse électronique.

Les intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (TDR) à l'adresse ci-dessous les jours ouvrables de 9 heures à 14 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous plis fermé et en version électronique à l'adresse ci-après, au plus tard le lundi 05 juin 2017 à 10 heures 30.

Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel,
de la Formation Qualifiante et de l'Emploi
Cabinet
Cellule de Gestion des Marchés Publics
Secrétariat Permanent,
Sis, Immeuble ex Voix de la Révolution, 1^{er} étage, en face du stade Marchand Brazzaville

Fait à Brazzaville, le

Le Ministre
Antoine Thomas Nicéphore
FYLLA SAINT EUDES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003 /METPFQE.CAB/CGMP.SP 2017 Pour le recrutement d'un cabinet d'études

Dans le contexte de l'amélioration de la carte scolaire pour favoriser plus d'équité, en vue de corriger les inégalités entre départements dans l'accès à l'Enseignement Technique et en référence à la refondation de l'ETP en chantier depuis 2004, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (METPFQE) entend recruter un cabinet, pour réaliser une étude de faisabilité du projet de construction et équipement du lycée professionnel d'Impfondo dont le financement relève du fonds d'étude centralisé au Ministère du Plan.

L'objet de la consultation consiste à analyser et définir les conditions de faisabilité, en vue de favoriser la maîtrise et la prise de décision pour la mise en œuvre du projet de construction et équipement du lycée professionnel d'Impfondo.

La réalisation de l'ensemble de l'étude doit s'effectuer dans un délai de 5 mois et se déroulera dans le département de la Likouala, précisément à Impfondo. Les déplacements de l'équipe du bureau d'étude seront entièrement à la charge du bureau d'étude sélectionné.

Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt pour la réalisation de cette étude. Ils doivent fournir les informations pertinentes sur leurs capacités techniques et leur expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la prestation susmentionnée (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les critères d'éligibilité, l'établissement des listes restreintes et la procédure de sélection

seront conformes aux « Règles et Procédures définies dans le code des marchés publics de la République du Congo, édition 2012.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

-Les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication des références techniques vérifiables en matières d'étude, en présentant : la liste des précédents clients pour ce type de mission, année et coût de la mission, nom du représentant du client, méthodologie mise en œuvre et résultats obtenus ;

-L'adresse complète du candidat en précisant, la localité, la personne à contacter, le téléphone et l'adresse électronique.

Les intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (TDR) à l'adresse ci-dessous les jours ouvrables de 9 heures à 14 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous plis fermé et en version électronique à l'adresse ci-après, au plus tard le lundi 05 juin 2017 à 10 heures 30.

Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel,
de la Formation Qualifiante et de l'Emploi

Cabinet

Cellule de Gestion des Marchés Publics
Secrétariat Permanent,
Sis, Immeuble ex Voix de la Révolution, 1^{er} étage, en face du stade Marchand Brazzaville

Fait à Brazzaville, le

Le Ministre

Antoine Thomas Nicéphore
FYLLA SAINT EUDES

UN NOUVEAU CADRE POUR VOUS À POINTE-NOIRE

Pour un court ou long séjour à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville, choisissez un seul endroit pour la location des chambres climatisées avec un point cuisine :

Contactez Archange au :
00242 06 652 75 29 / 06 820 00 73

Archange est situé non loin du marché de Siafoumou et de la clinique du Dr Mongo. Soyez les bienvenus.

À VENDRE

Parcelle 20m x 20m à Kintélé.
Face 1000 logements vers l'université Denis Sassou N'Gusso.

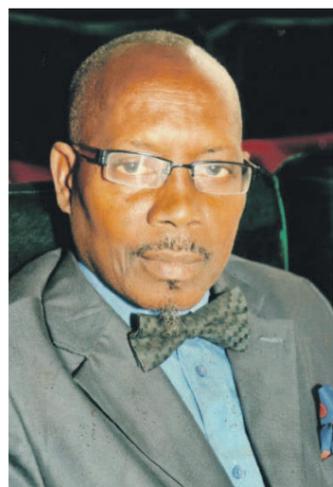
Contact :
05 506 57 94 - / - 06 955 44 06

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Mahoungou Marin Moïse. Je désire désormais être appelé Nzingoula Matona Moïse. Toute personne jouissant d'un intérêt légitime au changement de ce nom pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

NECROLOGIE

-La veuve MBEMBE née BILOMBO OLGA ;
-Les enfants MBEMBE : Vanessa, Chris, Pamela, Yanniss ;
-Les familles MBEMBE, NSOUNGA et MABONDZO ;



ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès de leur cher époux, père, frère et fils CHRISTOPHE MBEMBE (Papa Chris), Journaliste, ancien réalisateur de l'émission pédagogique « Parlons peu - Parlons bien ! »

Décès survenu le samedi 6 mai au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial au quartier Mafouta, déviation Station-service TOTAL, près de l'IAD.

L'inhumation aura lieu le samedi 13 mai 2017, selon le programme ci-après :

-09h00 : Levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
-10h00 : Recueillement au domicile familial à Mafouta ;
-12h00 : Office religieux en l'Eglise Saint-Pie X, à l'OMS ;
-14h00 : Départ pour le cimetière privé « Samba Alphonse » ;
-16h00 : Retour à Mafouta et fin de la cérémonie.



Les familles Itoua, Ossoka, Okoko et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur femme, sœur, tante et mère nommée Bouya Hélène Caroline, survenu le 8 mai au CHUB.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°130 de la rue Mbé, référence : Arrêt manguier (Grand lavage) à Talangai.

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

4^e ÉDITION DU FESTIVAL IMAGES ET HISTOIRE

Les organisateurs annoncent les couleurs

La quatrième édition Images et histoire, festival de cinéma et d'histoire, aura lieu du 16 au 20 mai 2017 à Brazzaville. Prélude à la tenue de l'évènement, son organisateur Christophe Figuéro, enseignant expatrié au lycée Saint-Exupéry et Elodie Chabert, directrice déléguée de l'Institut français du Congo (IFC) ont animé une conférence le 10 mai à l'institut éponyme.

L'édition 2017 du festival Images et histoire se tient dans la continuité de celle de 2016, qui avait pour thème « l'Afrique des explorations et des explorateurs ». Si la précédente mettait en exergue un cinéma colonial, aliénant où l'indigène était dépourvu d'identité narrative, le festival de cette année s'interroge sur le cinéma des indépendances cherchant à reconstruire une histoire, écrite jusqu'alors par ceux qui dominaient le continent.

Pour l'organisateur de ce festival, le cinéma colonial renseignait davantage sur l'énonciateur et son discours hégémonique que sur l'objet de ses représentations. Occultant la réalité du système colonial il était le lieu d'une invention ontologique et d'un refus de l'altérité. Mettant en œuvre un imaginaire colonial, charriant des stéréotypes il était une mise en récit de l'autre et de l'ailleurs par un double processus d'exotisation (il devenait un africain figé et momifié dans des invariants culturels, hors-champ ou dilué dans la foule) et de marginalisation (il était un décor, un accessoire, faire-valoir du blanc colonisateur et civilisateur).

Ce festival connaîtra la présence des universitaires venus de partout : Madame Odile Goerg de l'Université de Paris Diderot ; Delphe Kifouani, de l'Université Gaston Berger de Saint Louis du Sénégal ; Sada Niang, de l'Université Victoria du

Canada ; François Robinet, de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et madame Melissa Thackway, enseignante à l'Inalco et à Sciences-Po Paris ; sans oublier l'un des pionniers du cinéma congolais Sébastien Kamba et Bienvenu Tchissoukou.

Au programme de ce festival, des conférences et cinémas. La qua-

trème édition va s'ouvrir le 16 mai par un état des lieux avec une conférence à 15h00 sur le thème « Cinéma et histoire en Afrique francophone » animé par Sada Niang.

Le 19 mai au lycée français Saint-Exupéry, Melissa Thackway



Le présidium des travaux (Adiac)

trième édition va s'ouvrir le 16 mai par un état des lieux avec une conférence à 15h00 sur le thème « Cinéma et histoire en Afrique francophone » animé par Sada Niang.

Le 17 mai le tour reviendra au cinéma africain des indépendances : des contre-mémoires ? Interviendra à travers la conférence à 15h00, Melissa Thackway sur Histoire (s) en image, histoire (s) en mouvement : mémoires décoloniales dans les cinémas d'Afrique.

La journée du 18 mai portera sur Autres regards : la persistance d'un imaginaire colonial ? Télévision française et conflictualités africaines. Au programme François Robinet en conférence sur Le génocide des Tutsi du Rwanda : génocide en direct ou génocide oublié ? Ces interventions seront illustrées des documents d'archives audiovisuelles issus des fonds de l'INA. A 16h30, François Robinet reviendra en conférence sur Sauveurs, victimes et bourreaux : quand la télévision française raconte les guerres africaines (1994-2014). Ces interventions seront illustrées des do-

va donner une conférence de 08h00 à 09h00 sur Métiers du cinéma et de l'enseignement Club Science-Po. A partir de 09h30 à 11h00, Le réalisateur africain face à des choix 1er ES et S. Delphe Kifouani interviendra en ciné conférence sur Le réalisateur africain face à des choix 1^{ère} ES et S, présentation de son film « D'une rive à l'autre ». De 11h00 à 12h30, il y aura la rencontre sur Cinéma et histoire en Afrique francophone par le professeur Sada Niang. Toujours le 19 mai à 14h00, Contre-champs sur le cinéma à la veille des indépendances. Odile Goerg interviendra sur Le cinéma, un loisir conquérant. A 15h30, Christophe Figuéro tiendra le ciné conférence sur « Les classiques » Les Africains se réapproprient leur histoire : la déconstruction du héros colonial « Le grand blanc de Lambaréné ».

Le 20 mai, c'est le bilan et clôture. Delphe Kifouani interviendra à 14h00 en conférence sur Soixante ans de cinéma en Afrique subsaharienne francophone : de quel cinéma est-il question ?

Bruno Okokana

L'AFRIQUE EN BREF

NIGERIA-MÉNINGITE. Plus de mille personnes sont décédées, depuis novembre, du virus de la méningite qui s'est propagée dans le nord du Nigeria. Mais l'épidémie est désormais sous contrôle, a annoncé jeudi le Centre national de surveillance des maladies (NCDC). Les premiers cas d'infection par le virus de la méningite de souche C (pour la première fois déclarée en épidémie au Nigeria) ont été rapportés dans l'Etat de Zamfara en novembre. Puis la maladie s'est propagée dans 22 autres Etats avant que les autorités ne lancent une campagne de vaccination massive dans ce pays de 190 millions d'habitants, le plus peuplé d'Afrique.

CENTRAFRIQUE-ONG. Amnesty International a annoncé le lancement jeudi d'une campagne «Justice maintenant!» contre l'impunité en Centrafrique, où les autorités assurent que les magistrats de la future Cour pénale spéciale (CPS) doivent prêter serment d'ici fin mai. Un procureur spécial a été nommé, de même que quatre juges d'instruction (deux Centrafricains, une Française, un Burkinabè), un procureur spécial adjoint, un substitut du procureur et un juge à la chambre d'instruction. «Nous attendons la prestation de serment (des magistrats, ndlr) d'ici la fin du mois», a déclaré, à l'AFP, le ministre de la Justice, Flavien Mbata, laissant entendre que les travaux débiteront ensuite.

LIBERIA-SANTÉ. Des prélèvements sur des victimes de la maladie non identifiée signalée depuis plus de deux semaines au Liberia se sont avérés positifs à la méningite, a-t-on appris mercredi auprès des autorités médicales. Au total 31 cas, dont treize décès à ce jour, ont été enregistrés dans trois provinces. Les premiers symptômes de la maladie, qui provoquent notamment de fièvres et vomissements, ont été enregistrés le 23 avril dans la province de Sinoe (sud-est) mais des cas ont aussi été recensés à Monrovia, d'après les autorités libériennes et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

TUNISIE-POLITIQUE. Le président de l'instance en charge des élections en Tunisie, dont la démission a provoqué une onde de choc, a expliqué mercredi qu'il entendait tirer «la sonnette d'alarme» sur la difficulté d'organiser un scrutin crédible. Alors que des municipales sont prévues le 17 décembre, Chafik Sarsar, personnalité très respectée en Tunisie, a annoncé mardi sa démission de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), en laissant entendre qu'il ne pouvait plus travailler de manière «impartiale» et «transparente».

AFP

REPUBLICQUE DU CONGO

Unité – Travail – Progrès

BANQUE MONDIALE

MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

DIRECTION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUE

Unité de Coordination du Projet

Courriel : pstatcongo@gmail.com

RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

Objet de Marché :

Sélection d'une firme chargée de la formation des cadres du SSN et de l'application des protocoles, normes et standards de qualité dans la production et la diffusion des données statistiques au Congo

1. ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

Nom : Consortium ICON Institut / Agrer

Adresse : Von-Groote-Str.28, 50968 Köln, Germany, Tél : + 49 221 937430, Email : ronald.delemont@icon-institute.de

Prix de l'offre (lu publiquement) : 25 778 709 FCFA TTC

Prix de l'offre après évaluation : 24 919 419 FCFA TTC

Prix du contrat : 24 919 419 FCFA TTC.

2. RESULTATS COMBINES OFFRES TECHNIQUES ET FINANCIERES

Noms des consultants	Score technique pondéré	Score Financier pondéré	Score total	Classement
Consortium ICON INSTITUT CONSULTING GRUPE/AGRER GRUPO TYP SA	63,2	20	83,20	1 ^{er}
GOPA	68,16	2,66	70,82	2 ^{ème}
Consortium AFRISTAT/ENSEA	66,24	1,65	67,89	3 ^{ème}
OXFORT Policy Management	65,45	1,09	66,54	4 ^{ème}
SIMAC	60,18	1,30	61,48	5 ^{ème}

2. SOUMISSIONNAIRES DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES FINANCIEREMENT

Il s'agit des offres dont le score technique est supérieur ou égal à 75 points.

Soumissionnaires	Adresse	Prix de l'offre (lu publiquement)	Prix de l'offre après évaluation)	Classement
Consortium ICON INSTITUT CONSULTING GRUPE/AGRER GRUPO TYP SA	Von-Groote-Str.28, 50968 Köln, Germany, Tél : + 49 221 937430, Email : ronald.delemont@icon-institute.de	Montant FCFA : 20 958 300 HT Taxes locales : FCFA : 4 820 409	FCFA 24 919 419 TTC	1 ^{er}
GOPA	Hindenburggring 18, 61348 Bad Homburg, Allemagne, Tél: +49 61 72 930 574, Email: statistics@gopa.de	Montant FCFA : 157 954 533 HT, Taxes locales : FCFA : 81 602 789	FCFA 187 545 700 TTC	2 ^{ème}
Consortium AFRISTAT/ENSEA	Rue 499, porte 23 Quartier Niarela BPE 1600 Bamako, Mali. Email : Afristat@Afristat.org Tél : + 223 20 21 55 00/20 21 60 73	FCFA 265 576 000 HT	FCFA 301 315 144 TTC	3 ^{ème}
OXFORT Policy Management	Tél : +44(0) 1865 207 300/+44 (0) 1865 207367, Email : sophie.eadle@opml.co.uk	Montant USD : 648 216 HT. Taxe locales : USD : 223 316,50	456 140 622 FCFA Taux de change 1USD= 628FCFA	5 ^{ème}
SIMAC	124,Rue Radhia HADDED 1000 Tunis Tél : + 216 71 328 593 Email : simac@simac.com.tn	Montant USD : 534 500 HT	384 329 720 FCFA Taux de change 1USD= 628FCFA	4 ^{ème}

3. SCORE TECHNIQUE ATTRIBUE A CHAQUE CONSULTANT

Soumissionnaires	Adresse	Score technique	Classement
GOPA	Hindenburggring 18, 61348 Bad Homburg, Allemagne, Tél: +49 61 72 930 574, Email: statistics@gopa.de	85,20	1 ^{er}
Consortium AFRISTAT/ENSEA	Rue 499, porte 23 Quartier Niarela BPE 1600 Bamako, Mali. Email : Afristat@Afristat.org Tél : + 223 20 21 55 00/20 21 60 73	82,80	2 ^{ème}
OXFORT Policy Management	Tél : +44(0) 1865 207 300/+44 (0) 1865 207367, Email : sophie.eadle@opml.co.uk	81,81	3 ^{ème}
Consortium ICON INSTITUT CONSULTING GRUPE/AGRER GRUPO TYP SA	Von-Groote-Str.28, 50968 Köln, Germany, Tél : + 49 221 937430, Email : ronald.delemont@icon-institute.de	79	4 ^{ème}
SIMAC	124,Rue Radhia HADDED 1000 Tunis Tél : + 216 71 328 593 Email : simac@simac.com.tn	75,22	5 ^{ème}

Note : Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande au Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques à l'adresse ci-dessous.

Brazzaville, derrière l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique au Congo, bloc1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Bacongo

Numéro de téléphone : (00242) 22 613 31 08

Adresse électronique : pstatcongo@gmail.com

GOUVERNEMENT TSHIBALA

Le Conseil de sécurité réaffirme la nécessité d'appliquer la résolution 2348

Dans une récente déclaration, le Conseil de sécurité réclame, sans circonlocutions, la mise sur pied d'un gouvernement véritablement d'union nationale en martelant sur le caractère non inclusif du nouvel Exécutif.

Pour l'Organisation des Nations unies, l'inclusivité n'est toujours pas de mise dans l'actuel gouvernement Tshibala publié le mercredi dernier. Cette donne n'a pas été prise en compte dans la composition de l'équipe gouvernementale, constate l'ONU via le Conseil de sécurité qui s'appuie notamment sur la marginalisation d'une frange de l'opposition congolaise constituée du Rassemblement/aile Félix Tshisekedi et du Front pour le respect de la Constitution. Ces deux plates-formes de l'opposition ne sont pas représentées dans ce gouvernement circonscrit essentiellement autour de la majorité présidentielle, de l'opposition signataire de l'accord du 18 octobre, du Rassemblement de l'opposition (aile Olenghankoy) et de la société civile. Pour l'ONU, ceci constitue une faiblesse qui risque d'handicaper la suite du processus électoral censé aboutir à la tenue des élections d'ici à décembre prochain. C'est dans un communiqué publié au



Le Conseil de sécurité de l'Onu

lendemain de la publication du gouvernement Tshibala que la Monusco a rendu publique cette déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU qui a tout l'air d'un désaveu. Sans ambages, les quinze membres du Conseil de sécurité réclament plus d'inclusivité au gouvernement Tshibala de sorte à respecter le caractère d'union nationale. Ils en appellent à l'urgence, ou

mieux, à la nécessité de « l'établissement rapide et inclusif d'un gouvernement d'unité nationale et du Comité national de suivi de l'accord, l'adoption d'une nouvelle loi électorale et la mise en œuvre intégrale des mesures de confiance établies dans le chapitre V de l'accord du 31 décembre 2016, dont certaines doivent encore être appliquées ». Concernant le

volet humanitaire et du respect des droits de l'Homme dans un contexte de crise sociale persistante, ils exhortent les acteurs politiques congolais à « surmonter leurs différends afin d'atteindre un consensus et s'attacher en priorité à défendre les intérêts et à assurer le bien-être de leur peuple, en faisant prévaloir l'Etat de droit et en faisant preuve de retenue et d'esprit de compromis et de dialogue ».

En somme, pour le Conseil de sécurité, il n'y a pas de salut pour la RDC en dehors de la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, tel que conclu au Centre interdiocésain, et de sa résolution 2348, qui charge la Monusco d'appuyer la mise en œuvre, sans délai, dudit accord. Ce qui revient à dire que le Conseil de sécurité fait de l'Accord du 31 décembre 2016 une feuille de route essentielle à la résolution de la crise en RDC après le maintien du président Joseph Kabila au-delà de la fin de son mandat. En ressassant sur ce document au lendemain de la publication du gouvernement Tshibala, l'ONU - tout en prenant acte -, apporte de l'eau au moulin de l'opposition radicale pour qui, le nouvel Exécutif national s'est construit en violation de l'accord de la Saint-sylvestre.

Alain Diasso

Tirs croisés entre la Majorité et l'aile radicale du Rassemblement

Entre ces deux forces politiques, le clivage est manifeste quant à la perception qu'elles se font de la nouvelle équipe gouvernementale.

Les réactions ne cessent de tomber depuis la publication du gouvernement Tshibala. Elles vont dans tous les sens selon qu'on est de la majorité ou de l'opposition, précisément du Rassemblement/aile Limete. Après que quelques cadres de ces deux familles politiques se sont exprimés à travers les médias, c'est au tour de leurs hiérarchies respectives de donner officiellement la position des deux plates-formes. Si pour l'une, le nouveau gouvernement n'est qu'un rafistolage pour contourner l'accord du 31 décembre et retarder la tenue des élections prévues en décembre, pour l'autre, c'était jusque-là la pièce manquante pour accélérer le processus électoral en cours. En tout cas, la controverse née autour de la publication de ce gouvernement a donné lieu à un « pugilat » à ciel ouvert entre la majorité et l'opposition radicale via leurs partis-phare, en l'occurrence le PPRD et l'UDPS. L'escalade verbale avait atteint son comble lorsque le secrétaire général de l'UDPS est monté au créneau pour tourner en dérision le cabinet Tshibala.

Pour Jean-Marc Kabund, cette équipe gouvernementale ne bénéficie d'aucun crédit pour autant qu'elle ne respecte pas l'accord signé le 31 décembre entre les signataires et les non-signataires de l'accord du 18 octobre. Il estime qu'il s'agit d'un non-événement, une vaste blague, ou mieux, un recul dans la mesure où le gouvernement actuel ne bénéficie d'au-

cun soutien populaire.

Tout en qualifiant de blanc bonnet et bonnet blanc les gouvernements sortant et entrant, Jean Marc Kabund soutient que l'arrangement ayant conduit à la nomination de Bruno Tshibala est une astuce utilisée par la coalition au pouvoir pour éviter l'avènement d'un véritable opposant crédible à la Primature. « C'est parce qu'ils savent que ce chef de gouvernement pésera pour amener le pays aux élections crédibles », a-t-il tranché. Réagissant à ces propos frisant la provocation, la majorité présidentielle a aussi donné de la voix par l'entremise de son porte-parole, Alain André Atundu. Ce dernier a tenu à recadrer le responsable de l'UDPS, qualifiant ses propos de déphasés par rapport à la réalité politique. Ceux qui font ces genres de déclarations, a-t-il dit, « attendront longtemps des postes pour eux-mêmes ». Pour ce cadre de la majorité, l'avènement du gouvernement Tshibala, fruit d'un long processus de négociations, est un motif de satisfaction et d'espoir. « C'est un motif de satisfaction et d'espoir. Parce que nous sommes convaincus que ce gouvernement va rencontrer l'aspiration du peuple d'aller aux élections et à la paix ainsi qu'à l'émergence économique », s'est-il réjoui. Pour lui, il ne fait l'ombre d'aucun doute que « la route est maintenant ouverte pour se consacrer au bien-être du peuple et à l'organisation des élections ».

A.D.

KASAÏ-ORIENTAL

Faible taux de participation de la femme à l'opération de l'enrôlement

Le centre d'inscription électorale installé au collège Saint-Léon dans la commune de Bipemba illustre ce constat fait par Mme Brigitte Kanzewu, Bourgmestre de la Commune de Bipemba à Mbuji-mayi et M. François Mpoyi, membre de l'Alliance des démocrates congolais (ADECO). Ces derniers ont affirmé qu'ils ont fait ce constat amer à chaque ronde effectuée à travers les différents centres d'inscription en vue de se rendre compte de l'appropriation de ce processus par la participation de la population locale. Pour Mme Brigitte Kanzewu, la participation de la femme demeure faible. « Les statistiques féminines à l'enrôlement sont encore faibles », laisse-t-elle entendre avant d'afficher son optimisme quant à l'amélioration de cette faiblesse. Pour elle, l'une des causes de ce faible taux de participation de la femme est consécutive à l'impatience des mamans de rester longtemps à la file d'attente. Face à cette situation, le Bourgmestre de Bipemba a dit toute sa détermination pour sensibiliser toutes les mamans et les jeunes filles de sa juridiction à un enrôlement massif.

François Mpoyi a, quant à lui, fait savoir que, depuis le début de cette opération le nombre des hommes à l'enrôlement est élevé par rapport à celui des femmes dont le taux de participation de la femme est de 30 % calculé sur base des listes des enrôlés affichées à ce centre. Aussi, ce membre de l'ADECO a attribué ce fait aux occupations ménagères auxquelles les femmes donnent trop d'importance au détriment de l'enrôlement « d'où une sensibilisation tous azimuts s'impose pour espérer l'amélioration éventuelle de cette situation », déclare-t-il. Signalons qu'environ 50 centres d'inscription électorale sur 85 prévus dans la capitale diamantifère sont opérationnels ces jours.

Signalons qu'environ 50 centres d'inscription électorale sur 85 prévus dans la capitale diamantifère sont opérationnels ces jours.

Le centre d'inscription électorale installé au

collège Saint-Léon dans la commune de Bipemba illustre ce constat fait par Mme Brigitte Kanzewu, Bourgmestre de la Commune de Bipemba à Mbuji-mayi et M. François Mpoyi, membre de l'Alliance des démocrates congolais (ADECO). Ces derniers ont affirmé qu'ils ont fait ce constat amer à chaque ronde effectuée à travers les différents centres d'inscription en vue de se rendre compte de l'appropriation de ce processus par la participation de la population locale. Pour Mme Brigitte Kanzewu, la participation de la femme demeure faible. « Les statistiques féminines à l'enrôlement sont encore faibles », laisse-t-elle entendre avant d'afficher son optimisme quant à l'amélioration de cette faiblesse. Pour elle, l'une des causes de ce faible taux de participation de la femme est consécutive à l'impatience des mamans de rester longtemps à la file d'attente. Face à cette situation, le Bourgmestre de Bipemba a dit toute sa détermination pour sensibiliser toutes les mamans et les jeunes filles de sa juridiction à un enrôlement massif.

François Mpoyi a, quant à lui, fait savoir que, depuis le début de cette opération le nombre des hommes à l'enrôlement est élevé par rapport à celui des femmes dont le taux de participation de la femme est de 30 % calculé sur base des listes des enrôlés affichées à ce centre. Aussi, ce membre de l'ADECO a attribué ce fait aux occupations ménagères auxquelles les femmes donnent trop d'importance au détriment de l'enrôlement « d'où une sensibilisation tous azimuts s'impose pour espérer l'amélioration éventuelle de cette situation », déclare-t-il. Signalons qu'environ 50 centres d'inscription électorale sur 85 prévus dans la capitale diamantifère sont opérationnels ces jours.

Signalons qu'environ 50 centres d'inscription électorale sur 85 prévus dans la capitale diamantifère sont opérationnels ces jours.

A.D.

ÉVÉNEMENT

Première édition de « Africa Communications Week »

La première édition de cette campagne annuelle de communication sur l'Afrique se tiendra du 22 au 26 mai prochains simultanément en Belgique et dans plusieurs autres pays à travers le monde

La communication sur l'Afrique : quel impact sur son développement ? C'est la question qui sera au cœur de cette campagne inédite, co-initiée par la congolaise Annie Mutamba, spécialiste en communication stratégique et fondatrice de Meridia Partners, première agence de conseil à Bruxelles, spécialisée dans les relations institutionnelles entre l'Europe et l'Afrique. « Africa Communications Week » (ACW) indique-t-on, est ouverte à tous les professionnels de la communication d'Afrique ou d'ailleurs avec une expertise et/ou un intérêt pour le continent. Organisée en partenariat avec World Communication Forum Association, cette campagne internationale vise à réunir des leaders de la communication à travers le monde, afin de procéder à une évaluation méthodique du rôle de leur secteur dans le développement du continent africain. « À côté d'autres domaines tels que l'économie, l'agriculture ou la technologie, il est temps que la communication démontre sa pertinence en tant que discipline managériale participant de manière significative à la transformation économique du



continent africain. C'est un effort collectif que notre secteur se doit de mener », explique Annie Mutamba, co-fondatrice de Africa Communications Week.

Une équipe pluridisciplinaire

Afin d'optimiser la réussite de la campagne, ACW est pilotée par une équipe pluridisciplinaire de communicants partageant une vision commune pour la communication stratégique au cœur de la transformation économique de l'Afrique. L'équipe dirigeante est accompagnée par un comité d'experts chevronnés, motivés à promouvoir une image réaliste du continent. Il

s'agit de Wynne Musabayana, directrice de la communication à l'Union Africaine ; Yana Dubeykosvkaya, présidente de world communication forum association ; Moky Makura, représentante Afrique du Sud de la Fondation Bill & Melinda Gates ; Mimi Kalinda, directrice générale d'Africa Communications Group ; Khalid Baddou, directeur de la communication Afrique, Western Union ; Thierry Hot, CEO, Rebranding Africa Forum et Tidiane Dioh, fonctionnaire international Spécialiste Média.

Publication d'un rapport**annuel**

Par ailleurs, indiquent les organisateurs, à l'issue de cette première édition, le rapport d'ACW sur l'impact de la communication dans le développement de l'Afrique sera publié annuellement avec le concours de chercheurs et de spécialistes de la communication de plus de 40 pays. En outre, fait-on savoir, chaque année autour de la journée de l'Afrique (25 mai), les professionnels de la communication se retrouveront autour d'un thème et une série d'activités et conférences en Afrique et ailleurs. « Il devient urgent

de faire l'évaluation critique de notre rôle et de prendre des mesures plus spécifiques pour façonner le narratif sur l'Afrique car celui-ci a un impact indéniable sur son développement », assure Eniola Harrison, co-fondatrice de la campagne Africa Communications Week. Celle-ci, précisent ses organisateurs, se place également sous le signe du développement professionnel, à travers la promotion de cours en ligne et d'outils pratiques pour favoriser un discours plus conforme aux diverses réalités du continent africain.

Patrick Ndungidi

BRUXELLES

Grande rencontre d'artistes-peintres africains

Plusieurs artistes africains, notamment de la RDC et du Congo-Brazzaville exposeront leurs œuvres du 12 au 14 mai à la galerie Ravenstein à Bruxelles

La première édition de cette grande rencontre des artistes africains (GRAPA), indiquent les organisateurs, réunira un peu plus de 25 artistes qui exposeront près de 150 œuvres sur la thématique de l'Afrique. Parmi lesquels, figurent notamment Rhodie Bath-Schéba Makoumbou (Congo-Brazzaville), Frank Dikisongele et Barly Baruti (RDC), ainsi que Fatoumata Sidibé (Mali). En dehors de l'exposition, dont le vernissage aura lieu ce vendredi 12 mai, plusieurs autres activités sont prévues dans le cadre de cet événement culturel. Il s'agit, entre autres, de deux conférences dont la première aura pour thème « Emergence d'un art contemporain africain en Belgique et dans le monde : parcours et témoignages de pionniers », tandis que la deuxième sera axée sur le thème « L'art contemporain africain : quelles stratégies pour la visibilité et des Artistes et des œuvres pour un accès plus facile sur le marché international de l'art et des biens et services culturels ».

Des artistes peintres inspirés par l'Afrique Le peintre porto-congolais, Kévin-Michel, est l'initiateur de la GRAPA, en partenariat avec l'association Lorenz'events. La



Une affiche de l'événement

rencontre, selon ses initiateurs, a pour objectifs de rassembler à Bruxelles des artistes-peintres venus du monde entier et inspirés par l'Afrique ainsi que de promouvoir des acteurs européens et africains dans des domaines aussi variés que la littérature, la musique et la poésie.

La GRAPA, explique-t-on, offre d'une part l'opportunité d'une plus grande visibilité auprès des amoureux de l'art et des professionnels du métier, à savoir : les galeristes ; collectionneurs, les médias spécialisés ou les mécènes. Le but principal de la GRAPA, précisent les organisateurs, n'est pas seulement d'organiser un spectacle mais de mettre en valeur chaque profil artistique ainsi que leur travail. En outre, il s'agit de favoriser une meilleure collaboration entre artistes afin de créer un réseau de connaissances et fréquentations. Par ailleurs, dans le but de promouvoir les acteurs et opérateurs culturels africains ou inspirés par l'Afrique, la GRAPA ouvre aussi ses portes aux éditeurs de littératures et de poésies, ainsi qu'aux producteurs de musiques. La finalité, indiquent les organisateurs, est de proposer aux galeristes, collectionneurs, mécènes, amoureux d'arts contemporains, ainsi que le grand public, une belle palette de biens et services culturels.

P.Nd.

ARMISTICE

Un concert de Chœur Sanctus pour se souvenir de la fin de la seconde guerre mondiale

Afin de commémorer la victoire des alliés à la seconde guerre mondiale en Europe, le Chœur Sanctus a donné un concert au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie en République du Congo.

Russie qui octroie chaque année des bourses d'études supérieures aux étudiants congolais. « Nous avons orienté notre action en faveur des enfants, parce que la jeunesse est l'avenir de demain. Chaque année nous prenons en charge deux orphelinats, en ap-

lui donner une orientation durable afin qu'il puisse participer à leur développement culturel et spirituel par le témoignage des valeurs d'amour, de fraternité, de probité, d'équité musicale, de travail et de joie, qui sont force de progrès pour l'humanité.

Composé de plusieurs choristes venant de différentes confessions religieuses, le Chœur Sanctus est présidé par Roch Patrick Ngoma, et dirigé artistiquement par Ghislain Wilson Elenga.

Tous en Ruban Saint-George

La tradition d'attacher le ruban Saint-George aux vêtements a été respectée. C'est un signe de mémoire de la victoire du peuple soviétique et de reconnaissance éternelle aux vétérans et anciens combattants de la seconde guerre mondiale qui ont délivré le monde du régime nazi, a été respectée par les choristes et les spectateurs. Le ruban Saint-George reprend les couleurs de l'ordre militaire russe de Saint-Georges (orange rayé de trois bandes noires) fondée par l'impératrice Catherine II en 1769. La couleur noire symbolise la fumée et la couleur orange-la flamme.

Notons qu'une exposition est en même temps organisée dans le hall du CCR, retraçant le rôle joué par les femmes russes pendant la deuxième guerre mondiale.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Le ministre et les anciens Diabes rouges échangent sur le football congolais



Le ministre des Sports en compagnie des anciens Diabes rouges (Crédit photo Adiac)

Foundoux Moulélé, Klez Baleckita alias zézé, Jean Jacques Ndomba dit le géomètre, Jonas Mbemba Bahamboula dit Tostao, Désiré Mayal dit Larby (ancien entraîneur des Diabes rouges Yaoundé 72) et bien d'autres ont échangé avec le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat. Le football des jeunes, la vie des clubs qui, pour la plupart ne sont pas bien structurés, leur financement, la réalité du centre de formation de football ont été les sujets au cœur de l'entrevue. Les anciens Diabes rouges ont fait des propositions au ministre pour poser les fondements qui, demain, permettront au Congo de gagner de grandes batailles footballistique. Un document détaillé avec procédures et objectifs sera élaboré et mis à la disposition du ministre des sports et de l'éducation physique, selon Foundoux Moulélé. Mais avant, ces anciens Diabes rouges échangeront également avec la Fédération congolaise de football qui est l'organe technique. « Il est nécessaire de s'arrêter, faire le point pour améliorer les choses », a expliqué Foundoux Moulélé, ayant aussi pointé du doigt les objectifs qui ne sont toujours pas atteints, s'agissant des Diabes rouges.

Léon Alfred Opimbat a pris acte des propositions faites. Aussi a-t-il révélé une étude qu'il avait initiée, il y a trois semaines, reposant sur la comparaison des performances des Diabes rouges à celles des six premières équipes de la Coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017, dans l'objectif d'apporter les solutions aux problèmes qui minent le football congolais aujourd'hui. « Nous prenons acte. Nous allons donner des réponses adéquates à toutes ces problématiques », a indiqué le ministre des Sports et de l'éducation physique.

Rominique Nerplat Makaya



Les choristes de Chœur Sanctus (DR)

Chœur Sanctus a interprété cinq chansons au cours de ce concert dont une qui parle de la victoire : Dien pabiedy et une autre de la souffrance. Les autres chansons : S nami Bog ; Lacrymosa ; O fortuna ; Kumbaya ; O solo moi ; Let de weak ; La donna mobile ; Hlonofatsa ; Libiamo ; Shosholoza.

Après quoi, un film a été projeté portant sur les actions de solidarité. En effet, le Chœur Sanctus qui a choisi d'orienter son action en faveur des enfants, a par la voix de sa porte-parole, félicité le gouvernement de la Fédération de

portant régulièrement à manger. Nous invitons les Congolais de bonne volonté à nous soutenir ».

Le Chœur Sanctus à caractère associatif a été créé en 2012 afin de développer la culture du chant au Congo et de contribuer à l'épanouissement de chacun de ses membres. C'est un Chœur indépendant qui interprète du classique, du gospel, du negro spirituel, des folklores et des variétés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Conscient du dynamisme de leur formation musicale et de la nécessité de la structurer, les membres du Chœur souhaitent

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années 1965-2015

2013 (70)

La mort, conquérante, continue ses ravages. Agenouillés et inertes nous la subissons, impuissants. Dès l'aube de cette nouvelle année, elle fauche, inopinément, le général de brigade Emmanuel Avoukou, commandant de la G.r (Garde républicaine), le mercredi 16 janvier 2013. Il était né le 17 juin 1955, près de Mossaka, dans le département de la Cuvette. Décès, le 30 janvier 2013, à Brazzaville, d'Alexandre Faustin Roger Denguet-Attiki, ancien ministre, ancien député. En ce début du mois de février 2013, une icône de la peinture congolaise s'en va. Marcel Gotène est mort à Rabat, au Maroc.

Du 13 au 17 février 2013, se tient à Brazzaville, le festival international du livre et du Film : « Etonnants voyageurs », sur le thème : « L'Afrique qui vient ». Le lundi 4 mars, décès, à l'âge de 61ans, de Martin Itoua, le président en exercice de la Fape (Fédération africaine des parents d'élèves et étudiants) et de la Caresco (Coordination des associations et réseaux de la société civile du Congo). Depuis 2003, il était membre du Conseil économique et social.

Du 23 au 24 mars, le gouvernement organise, à Dolisie, dans le département

du Niari, une concertation politique. Elle fait suite à celle d'Ewo, en 2011, qui avait précédé les élections législatives. L'opposition radicale rejette le rendez-vous de Dolisie et exige les états généraux de la nation. Guy Romain Kinfoussia, Clément Mierassa, Christophe Moukoueké et Mathias Dzon, fustigent la gestion du pays par le pouvoir en place. Dans le même temps, le comité monétaire et financier du Congo envisage une croissance plus forte autour de 5% en 2013. Visite d'Etat du président Xi Jinping à Brazzaville du 29 au 30 mars, sur invitation de son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso. Quelques jours plus tard, le lundi 8 avril 2013, le président congolais se rend en visite de travail, à Paris. À cette occasion, François Hollande remercie son homologue congolais pour son soutien dans l'opération au Nord Mali. Décès du général de Division Blaise Adoua, décédé le 14 avril 2013 à Rabat. Directeur général de la sécurité présidentielle, il était âgé de 57 ans. C'est aussi le cas de la journaliste Constance Esther Ebon, dont le décès est survenu, mardi 16 avril 2013, à Brazzaville.

Colloque scientifique des Editions Presse et Culture, du 25 au 27 avril 2013 à Pointe-Noire, sur le thème :

« Consolidation de l'unité nationale ». Pour l'initiateur de ce projet, Camille Bongou, justifie le choix de Pointe-Noire par le fait que la façade maritime du royaume de Loango et ses ports négriers, terminus de la route des caravanes, ont constitué une zone stratégique dans le contact avec le monde extérieur.

Au cours d'un entretien à bâtons rompus, avec les cadres et sages ressortissants des Plateaux, le dimanche 5 mai 2013, le président Denis Sassou N'Guesso, se félicitant de la présence, parmi les participants à cette rencontre, de l'ancien ministre Galibali déclare : « Il n'existe, à ce jour, plus de Congolais à l'étranger qui serait interdit de séjour au Congo ». À quelques kilomètres de là, à Djambala, Mgr Urbain Ngassongo, le nouvel évêque de cette ville, célèbre sa première messe. Quelques jours après, du 11 au 12 mai 2013, dans le département voisin de la Cuvette, dans la liesse populaire, célébration du centenaire de la ville de Mossaka.

Hellot Matson Mampouya, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation crée un parti : la DRD (Dynamique républicaine pour le développement). Il en a fait l'annonce le 18 mai 2013.

L'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, fête son 70ème anniversaire, le 7 mai 2013, à la basilique Sainte-Anne du Congo, en présence de son époux. Dans ce registre festif, il faut signaler, le retour au bercail du groupe Ndima, après une tournée réussie en Suisse. C'est son deuxième séjour en terre helvétique, après celui de 2012, sous la conduite de Sorel Eta, chercheur et ethnologue, à l'origine de cette expérience musicale novatrice. Le groupe Ndima est composé de musiciens autochtones Akas, du village Kombola, situé au nord d'Impfondo, dans le département de la Likouala. Sauver le barrage hydroélectrique de Moukououlou, une urgence nationale. Cette centrale, mise en service en décembre 1979 et située dans le département de la Bouenza, à 27 kilomètres du centre du district de Mouyondzi, est dans un état préoccupant. C'est le constat fait par Albert Bakala, directeur de la production et du transport à la SNE (Société nationale d'électricité). Moukououlou est un maillon essentiel de la réalisation du boulevard énergétique, essentiel pour le développement national. Ainsi va la vie au Congo.

MFUMU